

L'or blanc en léthargie (page 5)



Les causes de la faible production de coton sont nombreuses. On peut citer : la crise socio-politique, le changement climatique, le manque de fertilisants, le manque de tracteurs, le désintéressement des cotonculteurs suite à une faible rémunération ainsi que la pression démographique

GOVERNANCE



Elections 2025 - 2027

Quid des dispositions particulières pour les personnes vivant avec ... (page 2)

DEVELOPPEMENT



Minerais

Pas de produit fini, pas de meilleur rendement. (page 3)

SPORT



Jeux Olympiques 2024

Une délégation burundaise en route vers les J.O de Paris 2024 (page 5)



Le journal se rapproche de ses lecteurs. Il va diffuser des informations en continue et en intégralité 24h/24.

Editorial

Une pénurie rampante du sucre



Benjamin Kuriyo,
Directeur de publication

Au cours des derniers mois, la crise économique s'est embrasé. Les indicateurs macroéconomiques virent au rouge malgré les initiatives prises pour redresser la

situation économique. Le pays est en mode pénurie alors que le budget de l'Etat explose. Parallèlement, l'accroissement de la dette publique sème la panique dans les milieux des affaires. La dette intérieure atteint des proportions hors normes. Elle oscille autour 4 400 milliards de FBu. Pratiquement, le gouvernement évince les autres opérateurs économiques en quête de financement.

La pénurie des produits stratégiques dont le carburant perdure et paralyse l'activité économique. Les files d'attente s'observent au niveau des

stations-service, des parkings, devant les alimentations, etc. Le sucre reste introuvable dans les boutiques. Sur les rayons des magasins, ce produit se raréfie. Le spectre d'une pénurie rampante de ce produit plane toujours.

La consommation du sucre augmente exponentiellement avec la création des unités agroalimentaires et des pâtisseries. Pour satisfaire à la demande, la Sosumo fait recours aux importations. Chaque année, le pays dépense des dizaines de millions de dollars pour importer plus de 40 000 tonnes de sucre.

Cette année, la production attendue est de 20 000 tonnes de sucre. Le gouvernement tente de nouer des partenariats avec des investisseurs ougandais pour redynamiser la société sucrière publique installée dans la plaine de Moso depuis 1988. Cette dernière enregistre une chute de la production due à la vétusté des équipements et aux aléas climatiques.

Le gouvernement est conscient que la production de la Sosumo reste faible pour satisfaire à la demande locale. Il encourage d'autres investisseurs à implanter

d'autres sucreries pour compléter la production de la Sosumo. Dans un contexte de pénurie criante des devises, la récente détaxation du sucre ne présage pas que ce produit sera de nouveau disponible.

Le projet de réhabilitation et de modernisation-extension de la Sosumo est tombée en disgrâce. Il visait notamment à réhabiliter les équipements de l'usine devenus obsolètes. A terme, la production annuelle du sucre devrait atteindre 35 mille tonnes. Le coût de l'investissement était estimé à plus de 132 milliards de FBu.

GOUVERNANCE

Elections 2025 - 2027

Quid des dispositions particulières pour les personnes vivant avec un handicap ?

A l'approche des élections qui arrivent à grands pas, les personnes vivant avec un handicap physique ou sensoriel demandent à la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) de prendre les dispositions nécessaires pour que cette catégorie de gens puisse jouir de ses droits civils et politiques. Cet article revient sur leurs attentes.



Pour garder le caractère secret du vote, les bureaux de vote devraient être dotés d'interprètes en langues des signes pour appuyer les sourds.

Les personnes vivant avec un handicap sont souvent victimes d'exclusion dans la société. Parfois, elles ne peuvent pas jouir de leurs droits civils et politiques. A titre illustratif, les sourds et les aveugles sont victimes d'exclusion à cause des difficultés de communication qu'ils rencontrent, que ce soit dans le cercle familial ou dans la société de manière générale.

A part que les personnes vivant avec un handicap sensoriel sont parmi les groupes sociaux sous-représentés dans les postes de prise de décision, la question liée à l'accès à l'information électorale et à la mise en place des dispositions particulières pour que cette catégorie de gens puisse jouir du droit de vote demeure une équation à plusieurs inconnues au sein de la

Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI). A la veille des élections de 2025, elles demandent que cette institution puisse prendre les dispositions nécessaires pour qu'elles puissent jouir leurs droits politiques comme tous les autres citoyens burundais.

« On insiste pour demander au gouvernement de prendre en compte les besoins des personnes vivants avec un handicap pendant les élections. Malheureusement, chaque fois qu'on pose la question de savoir les dispositions prises pour que les personnes vivant un handicap puissent voter comme les autres, la réponse est que ces dispositions nécessitent de l'argent et que le pays n'a pas d'argent ou de budget supplémentaire », commente Rémy Ndereyimana, secrétaire exécutif de la fédération des associations des personnes vivant avec un handicap.

Garder le caractère secret du vote, une nécessité

Selon Ndereyimana, pour garder le caractère secret du vote, les bureaux de vote devraient être dotés d'interprètes en langues des signes pour appuyer les sourds. Comme il l'explique, bien que certains sourds sachent lire, ces personnes ne comprennent rien à propos des consignes que les membres du bureau de vote donnent sur place aux électeurs. L'interprète pourrait aider la personne sourde à comprendre ce qu'il doit faire sans

recourir à quelqu'un qui va l'aider à voter. Cela permettra d'éviter que le choix de la personne vivant avec un handicap puisse être influencé par d'autres personnes.

Toutefois, M. Ndereyimana révèle que la CENI a fait quelques améliorations car en acceptant de faire figurer les questions qui montreront que l'électeur possède un handicap dans le recensement qui va être effectué avant les élections.

« Tout ce que nous savons est qu'on a intégré certaines questions du Washington group pour savoir si l'électeur a un handicap physique ou sensoriel dans le questionnaire d'enquête. » a-t-il confirmé. Et d'ajouter « La CENI pourra ne pas en tenir compte mais elle comprend qu'il y a un besoin important de le faire »

Et si on disponibilise un bulletin en braille ?

Parmi les personnes vivant avec un handicap qui ont besoin de jouir de leurs droits civils figurent les personnes aveugles. S'exprimant au micro du journal Burundi Eco, Régis Bigirindavyi qui souffre de la cécité indique qu'il est prêt à participer aux prochaines élections de 2025 comme il l'a fait en 2018 lors du référendum sur la révision de la constitution de la République du Burundi. Pourtant, ce psychologue et stagiaire professionnel au sein du FNUAP, révèle qu'une personne l'a

aidé à distinguer le bulletin du Oui et de celui du Non.

« C'est difficile pour nous que le vote soit secret, explique-t-il. Si c'est possible, la CENI peut disponibiliser des bulletins en braille afin que nous puissions être autonomes le jour du scrutin. »

Quid des attentes des projets visant le développement inclusif à l'horizon 2025 ?

Pour M. Bigirindavyi, le défi lié à l'accès à l'information est l'un des problèmes majeurs qui hantent les personnes aveugles et qui les empêche d'atteindre un développement durable, car peu de gens de cette catégorie ont accès aux matériels dont les aveugles ont besoin pour chercher les informations sur l'internet.

Ainsi, pour atteindre un développement inclusif, ce psychologue fait savoir que parmi les programmes qu'il faut privilégier en 2025 figure l'éducation des personnes vivant avec un handicap. Il montre par exemple que les machines qui interprètent en braille ne comprennent pas le Kirundi, raison pour laquelle un aveugle illettré ne peut pas facilement accéder à l'information. Cette éducation doit aussi être accompagnée par un appui financier puisque ces matériels coûtent chers.

Remy Ndereyimana, quant à lui, demande à l'Etat et à ses partenaires techniques et financiers de tenir compte des besoins des personnes

vivant avec un handicap dans leurs projets de développement. Il indique que souvent le gouvernement et ses partenaires élaborent des programmes qui répondent au Plan National de Développement (PND) en mettant de côté les personnes vivant avec un handicap.

« Nous espérons que les décideurs vont mettre en place des textes et prendre des décisions qui favorisent les personnes vivant avec un handicap », indique-t-il.

Et d'ajouter : « Nous pressons le ministère de la Fonction publique, du Travail et de l'Emploi pour que le code du travail soit revu dans ses principes car, actuellement, une personne vivant avec un handicap est traitée comme une personne malade alors que ce n'est pas le cas, puisqu'une personne malade pourra à guérir, mais un handicap est un problème récurrent qui empêche quelqu'un d'avoir accès à l'emploi »

Au Burundi, la langue des signes et l'écriture en braille sont moins développées. Pourtant, le pays grouille de personnes vivant avec un handicap sensoriel. Certaines organisations religieuses et écoles participent à l'éducation morale et intellectuelle de certains d'entre eux. Pourtant, la Radiotélévision Nationale du Burundi semble la seule source d'information électorale pour les sourds.

Méchaël Tuyubahe

BurundiEco
Hébergement socio-économique gratuit

C. d'Uvira à 400m de l'ex-BINUB dans les enceintes de Hope Design Imprimerie

Référence CNC : 100/CNC/236/2012

Parution le vendredi

Directeur de publication et

Rédacteur en chef :

Benjamin Kuriyo

Rédacteur en chef adjoint :

Mélance Maniragaba

Service commercial :

+257 22 277868 / 65800014

Taux de change du 05 Juillet 2024

Sources : BRB/www.brb.bi

Monnaies étrangères	Marché officiel	
	Acheteur	Vendeur
Dollar USA	2862	2908
Euro	3097	3147
Shi. Kenyan	22,2769	22,6362
Shi. Tanzanien	1,0782	1,0956
Shi. Ougandais	0,7737	0,7862
Fr Rwandais	2,1884	2,2236

PAFEN, Starlink et SEACOM, ces sauveurs de la connexion Internet

La lenteur et les coûts élevés de la connexion Internet seront corrigés par les actions de PAFEN, de Starlink et de la SEACOM. Cela émane de la patronne du ministère en charge de la communication vendredi le 28 juin 2024 à Makamba au Sud-Est du pays lors de l'émission publique des membres du gouvernement



L'autorisation des sociétés Starlink et SEACOM permettra d'avoir une connexion Internet fiable

Selon Léocadie Ndacayisaba, ministre de la Communication, des Technologies, de l'Information et des Médias, l'Internet s'achète en devises à l'étranger et à un coût élevé. « Son transport exige également d'autres coûts », explique-t-elle avant de faire remarquer que l'Internet exige la disponibilité des devises. Celles-ci permettent de régler la facture de l'Internet importé. Ce qui peut impacter la rapidité de la connexion de celui-ci.

La ministre Ndacayisaba informe également que la lenteur de la connexion Internet dépend du désagrément causé par les coupures répétitives du courant électrique. Ces coupures occasionnent à leur tour la coupure de la

connexion Internet. Cela sans oublier le désagrément causé par le changement climatique et l'équipement insuffisant.

Des projets et nouvelles sociétés pour améliorer la connexion à l'Internet

La patronne du ministère en charge des télécommunications

tranquillise que les défis liés à la rapidité de la connexion Internet seront résolus d'ici peu. Elle fait allusion aux interventions du Projet d'Appui aux Fondations de l'Economie Numérique (PAFEN), un projet du gouvernement financé par la Banque Mondiale (BM) à hauteur de 50 millions USD. Ce projet qui sera exécuté sur une période de 5 ans assurera la connectivité à

l'Internet des institutions publiques et surtout du monde rural.

« L'autorisation des sociétés Starlink et SEACOM permettra d'avoir une connexion Internet fiable », rassure-t-elle.

Starlink Services Burundi est une société d'Elon Musk, un homme d'affaires américain. Starlink facilitera par satellite l'accès à l'Internet à haut débit qui reliera les zones rurales dépourvues de réseaux terrestres. Le décret de la licence d'établissement et d'exploitation de l'Internet par Starlink Services Burundi a été signé fin mai dernier.

SEACOM Limited est une société qui propose un réseau à fibre optique sécurisé. Le mémorandum d'entente entre cette société et le gouvernement burundais a été analysé et adopté par le conseil des ministres du mercredi 9 août 2023 à Gitega.

Une série de générations pour améliorer la connectivité

Une feuille de route de 2023 de l'Agence de Régulation et de Contrôle des télécommunications (ARCT) sur le déploiement de la cinquième génération du mobile (5G) a été élaborée. Cette 5ème génération succède à la 4G LTE. « La technologie 5G fournit une bande passante plus élevée et une

connectivité à latence plus faible que les technologies des générations actuelles (2G, 3G, 4G) », lit-on dans la feuille de route.

Par ailleurs, la 5G est annoncée comme une génération technologique de rupture. Elle ne correspondra pas à une simple augmentation des débits, mais elle a l'ambition d'être un moteur de la numérisation de l'économie. La 5G va permettre l'apparition de nouveaux usages, notamment grâce à la diminution du temps de latence et des connexions de masse machine à machine (Internet des objets).

La 5G peut être introduite dans les bandes de fréquences existantes actuellement utilisées par d'autres technologies existantes (2G, 3G, 4G) ou dans de nouvelles bandes de fréquences harmonisées au niveau international dans le cadre des IMT (International Mobile Telecommunications).

Le lancement d'un réseau commercial 5G est prévu dans la feuille de route au cours de ce mois de juillet 2024.

Mélanche Maniragaba

DEVELOPPEMENT

Minerais : Pas de produit fini, pas de meilleur rendement

Le moyen de tirer profit des minerais contenant le sol est de mettre en place une usine de transformation et exporter le produit fini. Cela ressort de l'émission publique animée par les ministres le 28 juin à Makamba au Sud-Est du pays. En même temps, SWISSAID publie que l'or est proie à la fraude en Afrique et que d'énormes quantités d'or sont exportées d'Afrique en contrebande



Pour tirer pleinement profit du secteur minier, la mise en place d'une entreprise de transformation des minerais est une condition sine qua none. Ce qui permettra d'exporter le produit fini

Le métal jaune, un appât pour la contrebande

SWISSAID, une fondation suisse libre de toute appartenance politique ou confessionnelle engagé en faveur de la transparence dans la gestion des matières premières, la responsabilité des entreprises, le respect de la souveraineté alimentaire, l'égalité entre les genres, la protection du climat et l'agroécologie publie un rapport sur le trafic de l'or.

D'après ce rapport, nombreux

problèmes ont été soulevés notamment, que d'énormes quantités d'or sont exportées d'Afrique en contrebande, les contrôles à la douane et sur les sites de production sont insuffisants.

« Plus de 435 tonnes d'or ont été exportées en contrebande du continent africain en 2022. Ce qui représente plus d'une tonne par jour. Au prix de l'or le 1er mai 2024, cela correspond à une valeur de 30,7 milliards USD », lit-on dans le rapport.

La quantité importante de cet or

a été importé aux Emirats Arabes Unis (EAU) avant d'être réexporté vers d'autres pays.

En 2022, signale le rapport, 66,5%, soit 405 tonnes de l'or importé aux EAU en provenance d'Afrique a été exporté en contrebande des pays africains.

Entre 2012 et 2022, 2 569 tonnes d'or africain importé aux EAU n'ont pas été déclarées à l'exportation dans les pays africains. Au prix moyen de l'or sur ces onze années, cela correspond à une valeur totale de 115,3 milliards USD.

SWISSAID informe que douze pays africains sont impliqués dans la contrebande de plus de 20 tonnes d'or par année. La contrebande d'or la plus importante concerne le Mali, le Ghana et le Zimbabwe.

Les EAU, la Suisse et l'Inde ont été les trois principaux pays importateurs d'or en provenance d'Afrique entre 2012 et 2022. En 2022, près de 80% de l'or africain importé à l'étranger l'a été dans ces trois pays, dont plus de 47% aux EAU.

Une production en plein essor

Le rapport de SWISSAID annonce que la production d'or industrielle ou semi-industrielle annuelle en Afrique a augmenté au cours de la dernière décennie.

Elle est passée de 422,6 tonnes en 2012 à 506 tonnes en 2022. Ce qui représente une augmentation de plus de 80 tonnes.

Pour l'année 2022, la valeur commerciale totale de l'or industriel produit a atteint 28,3 milliards USD.

Sur l'ensemble de la période 2012 à 2022, quelque 5 332 tonnes d'or ont été extraites de manière industrielle du sous-sol africain, pour une valeur correspondante de 242 milliards USD. Au cours de cette période, plus de 125 mines d'or ont été exploitées de manière industrielle en Afrique.

Les compagnies minières canadiennes, sud-africaines et australiennes sont les plus présentes dans ce secteur.

Mélanche Maniragaba

Prochaines élections : Les jeunes réclament leurs droits

Les jeunes d'aujourd'hui sont confrontés à de nombreux problèmes, tels que le chômage et la faible participation aux institutions décisionnelles. Alors que les élections de 2025 approchent à grands pas, ils expriment leurs besoins. Valoriser les jeunes est une nécessité.

La jeunesse burundaise représente une partie essentielle de la population. Selon le dernier recensement de 2008, les jeunes de moins de 25 ans représentent plus de 60% de la population. Leur nombre n'a cessé d'augmenter. Cependant, ils sont parmi les plus touchés par la pauvreté. Ce qui les rend vulnérables aux manipulations politiques.

Selon Thierry Ingabire, président du Conseil National de la Jeunesse, pendant les périodes électorales, les politiciens manipulent souvent les jeunes en leur promettant des sommes d'argent ou des emplois. Face à leur situation économique difficile, ils sont souvent contraints d'accepter ces promesses, même si elles ne sont jamais tenues. Cela crée de la frustration et de la méfiance envers les élites politiques après les élections.

Pour éviter cela, il est important que le gouvernement crée de nouveaux projets de développement pour maximiser les opportunités pour les jeunes. De plus, il faut que les jeunes soient intégrés dans différents secteurs du pays. Le gouvernement peut également préparer des séances de formation pour renforcer les compétences des jeunes chômeurs dans différents domaines.

Intégration des jeunes dans les institutions de prise de décision

Pour surmonter les défis existants, il est primordial d'intégrer les jeunes dans les institutions de prise de décision. En effet, leur dynamisme et leur vision sont essentiels pour le développement du pays. Il est important de les inclure dans les processus décisionnels afin de leur donner une voix et d'accroître leur responsabilité. L'exclusion des jeunes des instances politiques et économiques les fragilise davantage et perpétue un cycle de pauvreté et de frustration chez eux, a indiqué Ingabire.

En raison des problèmes auxquels nous sommes confrontés, il est vraiment nécessaire de nous intégrer dans les institutions gouvernementales afin que nous puissions contribuer au développement du pays et participer aux institutions de prises de décision. L'importance d'intégrer les jeunes dans ces institutions, c'est de contribuer au développement du pays, de connaître les lois, ce qu'il faut faire et ce qu'il ne faut pas faire, a souligné M. Mélance, un étudiant à l'Université des Grands Lacs (UGL).

Nous constatons également qu'il y a des jeunes qui occupent des postes de direction dans certains pays étrangers. Cela confirme la capacité et l'engagement des jeunes à jouer un rôle de premier plan dans la société, ajoute-t-il.



Selon Thierry Ingabire, président du Conseil National de la Jeunesse, une loi spécifique est nécessaire pour protéger les jeunes. En l'absence d'une réglementation rigoureuse, les conditions de travail peuvent être modifiées à tout moment.

Manque d'emploi dans la carrière fréquentée, un défi fréquent

Selon M. Fulgence Maniratanga, un lauréat de l'Ecole Normale Supérieure (ENS), pour permettre un développement durable du pays, il est essentiel d'intégrer les jeunes dans tous les domaines. En guise de proposition, il est vraiment nécessaire que les élus de 2025 apportent des changements pour améliorer la situation des jeunes. Actuellement, on observe des familles comptant cinq jeunes diplômés qui partagent le même savon avec leurs parents. Ce qui est très préoccupant. Cela dévalorise les jeunes dans leur entourage et ailleurs et décourage également leurs cadets. Même s'ils fréquentent l'école, ils ne suivent pas correctement leurs cursus. Pour lui, la création des projets permettant aux jeunes chômeurs d'avoir des opportunités d'emplois est une nécessité.

Imaginez un jeune diplômé du baccalauréat dans la faculté X ou Y qui ne trouve pas d'emploi dans son domaine. C'est un défi à surmonter, selon M. Mélance. Aujourd'hui, la majorité des étudiants qui viennent de terminer leurs études se tournent vers des solutions de transfert d'argent comme Lumicash, EcoCash

ou Bancobu eNoti alors qu'ils ont des compétences qu'ils pourraient exploiter dans différents secteurs. C'est une perte pour eux, mais aussi pour tout le pays.

Il faut une loi spécifique pour protéger les jeunes dans les institutions

Thierry Ingabire affirme que comparativement aux années antérieures, aujourd'hui, il y a un léger mieux. « Notre président a mis en place des institutions financières pour soutenir les jeunes. Il s'agit du Programme d'Autonomisation Economique et d'Emploi des Jeunes (PAEEJ) et de la Banque d'Investissement pour les Jeunes (BIJE). C'est appréciable, mais les défis persistent. Même s'ils peuvent être embauchés dans différents secteurs, s'il n'y a pas une loi qui les protège, ce n'est pas normal. En l'absence d'une réglementation rigoureuse, les conditions de travail peuvent être modifiées à tout moment à l'emploi.

De plus, certaines lois bloquent l'accès des jeunes à certains postes tels que ceux de députés ou de sénateurs. Les conditionnalités d'âge pour ces postes (25 ans pour les députés et 35 ans pour les Sénateurs) ne s'appliquent pas aux jeunes de 18 à 24 ans. Il

est important de réglementer ces exceptions. Certains programmes d'appel d'offre excluent également les jeunes en raison de leur manque d'expérience. Cela est contradictoire, car les jeunes peuvent posséder les compétences nécessaires, pour accéder à un poste, mais ne peuvent pas répondre aux exigences d'expérience. Cela souligne à nouveau la nécessité d'une loi réglementant clairement les conditions d'admission pour les jeunes.

Actuellement : « nous avons un président qui est ami des jeunes. Ce qui est une bonne chose. Il pourrait arriver que demain il y ait un autre président qui sera ami des vieillards ou des femmes. Dans ce cas, nos places pourraient disparaître. D'où la nécessité d'une loi spécifique qui protège les jeunes », a souligné Thierry Ingabire.

Promouvoir une éducation de qualité

L'éducation de qualité est essentielle pour le développement du pays. Les jeunes ne peuvent pas contribuer à la croissance de l'économie sans une éducation de qualité.

« Je suis surpris que ce que nous recevons à l'école ne soit pas satisfaisant. Je ne comprends pas

pourquoi nous assimilons bien les matières mais, lorsqu'il s'agit de les mettre en pratique sur terrain, nous attendons l'aide des personnes étrangères. A l'heure actuelle, beaucoup de jeunes qui terminent leurs études ne bénéficient pas des opportunités auxquelles ils devraient avoir droit. Pourtant, on les considère comme les ignorants », déplore un étudiant de l'université du Burundi (Campus Kiriri).

Dans cette optique, l'éducation doit être placée en priorité, car le pays ne peut pas se développer sans des individus bien formés. Il est également nécessaire de fournir aux écoles tous les ingrédients nécessaires, notamment des enseignants compétents, des infrastructures adaptées et du matériel nécessaire pour chaque domaine. Cela permettra aux étudiants de poursuivre leurs études sans problème, ajoute-t-il.

Il est crucial que les dirigeants envisagent la création de nombreux projets de développement afin de multiplier les emplois dans le pays. Cela permettrait de réduire le chômage des jeunes et d'accroître la productivité du pays.

Jonathan Nzoyibonera

Une délégation burundaise en route vers les J.O de Paris 2024

Le Comité National Olympique du Burundi (CNO) en collaboration avec ses partenaires a organisé, jeudi le 4 juillet 2024 une soirée olympique pour célébrer la qualification des sportifs burundais aux Jeux Olympiques de Paris 2024. Le Burundi sera représenté par au moins sept athlètes sans oublier les officiels.

délégation burundaise s'envolera vers la France précisément à Moselle. Ce n'est que le 23 juillet que les athlètes burundais arriveront au village olympique. Alors, qui sont les athlètes qui représenteront le Burundi aux J.O de Paris 2024 ? D'abord, lors des cérémonies d'ouverture, les porte-drapeaux du Burundi seront respectivement les sportifs Ange Ciella Niragira et Belly Crésus Ganira.

Quelles sont les compétitions et les disciplines où le Burundi sera représenté ?

Le Burundi participera bel et bien aux Jeux Olympiques (J.O) de Paris 2024 qui se dérouleront en France du 26 juillet au 11 août 2024. A cet effet, une soirée a été organisée jeudi le 4 juillet 2024 à Bujumbura pour mettre au point les préparatifs à ces jeux. Ainsi, dimanche le 7 juillet 2024, la

Le Burundi sera représenté dans la natation. Les athlètes burundais concourront pour 50 m nage libre homme le 1er août et 50 m nage libre femme le 3 août.

Le Burundi sera représenté aussi dans la compétition de judo le 3 août où dans l'avant-midi, il est prévu les éliminatoires pour les moins de 78



Les sportifs burundais sont appelés à décrocher les médailles aux Jeux Olympiques de Paris 2024.

Pour lui, leur détermination et leurs performances exceptionnelles sont une source d'inspiration pour le pays. « Je vous encourage à porter fièrement nos couleurs et à donner le meilleur de vous-même sur la scène olympique. Préparez-vous bien et représentez dignement le Burundi. Que votre participation aux J.O de Paris soit marquée par des moments de succès », a indiqué M. Abayeho

Le ministre Abayeho souhaite que les sportifs ne s'envolent pas seulement pour participer aux JO, plutôt qu'ils apportent des médailles pour l'honneur du pays afin d'emboîter le pas aux autres athlètes burundais qui ont décroché des médailles dans différentes compétitions, notamment Francine Niyonsaba. En plus, il leur recommande de respecter les règles qui régissent les J.O

A part les sportifs, même la liste des officiels qui les accompagneront a été rendue publique. Ils sont au nombre de sept. Ce sont notamment Dieudonné Kwizera, président de la Fédération d'Athlétisme du Burundi (FAB), différents entraîneurs, un médecin, etc. Mais la liste des officiels ne fait pas l'unanimité. Par exemple, la FAB a contesté ladite liste via une lettre adressée à la présidente du CNO du Burundi Lydia Nsekeru. Le président de la FAB explique que sa fédération mérite d'être représentée par cinq officiels voire six au lieu de trois.

Gilbert Nkurunziza

Les sportifs burundais qualifiés pour les J.O de Paris 2024		
	Nom et Prénom	Sports/Fonction
1	Rodrigue Kwizera	Athlète/10 000 mètres
2	Célestin Ndikumana	Athlète/10 000 mètres
3	Egide Ntakarutimana	Athlète/5 000 mètres
4	Francine Niyomukunzi	Athlète/5 000 et 10 000 mètres
5	Ange Ciella Niragira	Athlète/ de Judo -78 kg
6	Belly Crésus Ganira	Athlète/Sport aquatique – 50 m Nage libre
7	Lois Eliona Irishura	Athlète/Sport aquatique – 50 m Nage libre

kg et dans l'après-midi, le repêchage et la finale. Pour les compétitions d'athlétisme sur 5 000 m et 10 000 m pour les hommes et pour les femmes, les sportifs burundais comme tous les autres devront concourir entre le 1er et le 10 août.

Quid des équipements des athlètes burundais ?

Selon Salvator Bigirimana, Secrétaire général du Comité National Olympique (CNO), chaque sportif burundais aura quatre survêtements (trainings), deux shorts et six polo ainsi que deux sacs à dos. En plus de cela, il aura une

trousse de toilette, des chaussures, une valise et un sac de sport. Selon Bigirimana, les équipements de compétition (qui répondent aux normes exigées) seront fournis aux sportifs par le Comité International Olympique (CIO), excepté les chaussures des athlètes (athlétisme). A noter qu'avant de s'envoler pour Moselle, les sportifs burundais bénéficieront chacun de la part du CNO 500 USD afin de mieux se préparer pour les JO.

Le ministre en charge des sports Gervais Abayeho s'est empressé de féliciter tous les sportifs burundais qualifiés pour les J.O de Paris 2024.

AGRICULTURE

Quid de la rentabilité du coton au Burundi ?

Depuis le temps de la colonisation, le coton a été l'une des principales cultures burundaises d'exportation. A nos jours, cette culture tend vers la régression, car les terres réservées au coton ont baissé et la production reste faible. Cependant, des mesures ont été prises pour redynamiser la filière coton, mais en vain. Les cotonculteurs réclament ainsi leurs arriérés de rémunération



Depuis 2010, l'exportation du coton est quasiment suspendue suite à une production régressive.

Introduite au Burundi en 1920 dans la région de l'Imbo, le coton a été depuis lors la deuxième culture d'exportation qui génère des devises pour le pays après le café. Pourtant, depuis 2010, son exportation est quasiment suspendue suite à la diminution de la production comme l'indique Gustave Majambere, directeur général de la Compagnie de Gérance du Coton (COGERCO). Il précise que les surfaces cultivées ont baissé passant de 8491 hectares en 1993 à 2481 hectares en 2020. Quant à la quantité produite, elle a aussi sévèrement diminué passant de 8 900 tonnes en 1993 à 1000 tonnes en 2020.

M. Majambere tranquillise et estime que d'ici 2027, la production du coton aura augmenté pour satisfaire le marché local et reprendre l'exportation. Et d'ajouter : « Le secteur du coton

est en cours de redynamisation. Le processus a débuté avec l'adoption par le gouvernement en 2019 de la stratégie nationale pour la redynamisation de la filière coton du Burundi 2019-2027. »

La redynamisation de la filière coton a fait long feu

La compagnie de gérance du coton (COGERCO) a essayé de

redynamiser la culture du coton, mais en vain. Les initiatives prises sont entre autres : acquérir et étendre le périmètre cotonnier jusqu'à 10 000 hectares afin de satisfaire son client potentiel local Afritextile (spécialisée dans la fabrication des tissus, des pagnes et des essuie-mains) qui a besoin d'entre 1500 et 2000 tonnes de coton par an ; augmenter la production jusqu'à 12000 tonnes de coton fibre, motiver les cotonculteurs en augmentant le prix aux producteurs

par kilo ...

Une production en dents de scie

Au cours de la campagne coton 2020-2021, la production a été de 1 010 tonnes de coton graine sur une superficie de 2 000 hectares. Quant à la campagne coton 2021-2022, la production attendue était de 2 400 tonnes sur 3 000 hectares. Pour celle de 2022-2023, la production atteinte était de 1 500 tonnes de coton graine sur une superficie de 3 100 hectares. Pourtant, les superficies prévues n'ont pas été atteintes à cause des inondations survenues, surtout à Gatumba et dans certaines réserves très proches du littoral de la rivière Rusizi.

Pourquoi cette faible production de coton ?

Les causes de la faible production de coton sont nombreuses. On peut citer : la crise socio-politique, le changement climatique, le manque de fertilisants, le manque de tracteurs, le désintéressement des cotonculteurs suite à une faible rémunération ainsi que la pression démographique qui a fait que certains ménages s'octroient des terres dans les réserves cotonnières.

« La population a fortement augmenté. Cette augmentation devrait aller de pair avec la demande de la population en termes de nourriture. La superficie allouée à la culture du coton a été par après utilisée pour la production des cultures vivrières qui sont directement consommables par la

population », déplore le directeur général de la COGERCO. Ainsi, ladite société appelle à davantage d'investissements pour booster la production

Une dette envers les cotonculteurs

Les exploitants de ce produit se plaignent suite au retard mis dans le paiement de la production de l'année dernière. Néanmoins, ils affirment que cette culture demande beaucoup d'entretien et de manutention. Ces cotonculteurs souhaitent également que le prix du kilo de coton soit revu à la hausse. Le ministre ayant l'agriculture dans ses attributions a affirmé que le ministère est au courant de cette question. « Nous faisons le mieux possible pour régler cette question dans les brefs délais. Nous allons aussi revoir à la hausse le prix du kg de coton graine », a-t-il indiqué lors d'une émission publique tenue vendredi le 28 juin 2024 par les membres du gouvernement dans la province de Makamba.

Prosper Dodiko n'a pas voulu préciser le nouveau prix, mais il a promis qu'après le processus de calculs, ils vont fixer un prix rémunérateur pour que les producteurs de coton soient motivés comme c'est fait pour les autres produits agricoles.

Et de rappeler que le prix du coton graine par kg a augmenté de 600 BIF en 2019 à 900 BIF en 2023.

Aline Niyibigira



VOULEZ -VOUS RENFORCER VOTRE
VISIBILITÉ? VOULEZ-VOUS OFFRIR
DES CADEAUX CUSTOMISÉS
DE FIN D'ANNÉE?

PARMI SA GAMME DE PRODUITS,
HOPE DESIGN VOUS PROPOSE
DES GOURDES PERSONNALISÉES

